



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE¹

Ministère chargé de
l'environnement

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement



N° 14734*03

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :

23/01/2019

Dossier complet le :

23/01/2019

N° d'enregistrement :

2019-KKP-01757

1. Intitulé du projet

RENOVATION PARTIELLE D'UN SITE LOGISTIQUE EXISTANT

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

DROME LOGISTICS

Nom, prénom et qualité de la personne
habilitée à représenter la personne morale

GUERIN Olivier, gérant

RCS / SIRET

8 1 0 0 2 6 3 4 4 0 0 0

Forme juridique

SCI

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
1. a)	L'installation soumise actuellement à un régime d'enregistrement relèvera après travaux du régime de l'autorisation sous la rubrique 1510 (volume de stockage évoluant de 281 400 m ³ à environ 330 000 m ³).
39.a)	Après démolition des bâtiments les plus anciens, deux nouvelles cellules de 6 688 m ² seront construites avec de nouveaux espaces de bureaux/locaux sociaux et des nouveaux locaux techniques. Ces nouvelles constructions auront une surface de plancher proche de 15 000 m ² .

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

La partie la plus ancienne du site (bâtiment le plus au nord datant de 1970, une partie des bâtiments datant de 1998 et un hangar couvert) sera démolie. La superficie démolie sera d'environ 14 600 m². Voir le plan "état des lieux" joint.

La superficie foncière rendue disponible sera utilisée pour construire deux nouvelles cellules de stockage de 6 688 m² en respectant les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 applicable aux ICPE 1510. Sur la façade nord de ces deux cellules prendront place un nouveau bloc bureaux/locaux sociaux et deux nouveaux locaux de charge. Une nouvelle chaufferie sera aménagée en façade ouest pour l'ensemble de l'installation, celle-ci n'en disposant pas aujourd'hui. Sur la façade ouest de la partie conservée du bâtiment existant de 1998, il sera construit de nouveaux ateliers et de nouveaux bureaux. Ceux-ci remplaceront les actuels car ils font partie de la superficie à démolir.

Les abords extérieurs seront également retravaillés : une nouvelle entrée PL sera créée dans l'angle nord-ouest de notre terrain pour desservir les quais des deux futures cellules, une nouvelle entrée VL sera créée un peu plus loin et donnera directement sur un nouveau parking VL de 165 places et l'aire d'attente PL sera agrandie (de 4 places à 14 places) en étant décalée dans la partie sud de notre terrain. Le projet imaginé est illustré par le plan masse joint.

4.2 Objectifs du projet

Les objectifs du projet sont :

- moderniser le site, les superficies démolies étant devenues obsolètes sur le marché de la logistique ;
- renforcer l'attractivité du site. Les cellules de stockage de 1998, 2000 et de 2007 sont exploitées par Sherpa Logistique, titulaire de l'arrêté préfectoral en vigueur. Les deux futures cellules pourront être louées par Sherpa Logistique, mais aussi par une autre société à la recherche de nouvelles superficies de stockage ; les deux futures cellules pourront d'ailleurs être louées par deux opérateurs différents. L'installation pourra donc évoluer en mode multilocataires, ce qui n'est pas possible aujourd'hui ;
- valoriser le patrimoine bâti industriel, l'arrêté ministériel applicable étant très récent et tendant ainsi à stabiliser le marché durant les prochaines années.

Nota : le dossier ICPE qui sera déposé auprès de la préfecture servira également à transférer l'arrêté préfectoral de Sherpa Logistique, utilisateur actuel, à Drome Logistics propriétaire du site.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

- démolition du bâtiment existant de 1970 et d'une partie de la construction datant de 1998
- démolition du hangar couvert dans l'angle nord-est du terrain
- déplacement de la clôture est sur la limite de propriété (elle est aujourd'hui implantée à l'intérieur de notre propriété)
- création de deux nouveaux accès donnant sur la route du Port de Champagne, seule voie d'accès au site
- aménagement des extérieurs avec création d'une nouvelle aire d'attente PL et d'un nouveau parking VL , modification de la voie pompiers qui permettra aux engins d'évoluer sur toute la périphérie de l'installation, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui (la circulation est impossible à l'extrémité nord du site)
- construction de deux nouvelles cellules de stockage de 12 mètres de hauteur à l'acrotère et des locaux annexes nécessaires (détails ci-avant et sur le plan masse joint)
- mise en place d'un nouveau réseau VRD dans la partie nord du site ; la superficie imperméabilisée de toiture sera légèrement augmentée par rapport à la situation actuelle (15 000 m² environ pour 14 600 m² existant) mais la superficie imperméabilisée de voirie va diminuer et, finalement, la surface imperméabilisée totale sera revue à la baisse. Les infrastructures de gestion des eaux pluviales (bassin d'infiltration existant le long de la limite de propriété est) seront donc suffisantes.
- création de la capacité de rétention correspondant au besoin en additionnant les possibilités offertes par les dalles des cellules de stockage, par la voirie étanche externe et si nécessaire en créant un bassin étanche.

La durée de chantier est estimée à une année environ.

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

Les deux futures cellules de stockage sont destinées à de la logistique pour marchandises combustibles combustibles relevant des rubriques 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663-2 de la nomenclature des ICPE. Elles seront , en version optimisée d'un point de vue stockage, équipées de 11 doubles racks et de 2 racks simples permettant le stockage de palettes jusqu'à 10 mètres de hauteur. Toutefois, il est possible qu'un locataire organise son stockage en masse, tout comme il est possible qu'une cellule fasse l'objet d'une mécanisation pour de la préparation de commande.

L'activité de logistique consiste à recevoir des marchandises sur palettes en provenance des fournisseurs. Les produits sont ensuite redistribués pour être expédiés vers de nouveaux établissements. La préparation des commandes se fait manuellement, ou avec une assistance robotisée, selon la demande spécifique de chaque client . Des convoyeurs peuvent être installés pour faciliter la circulation des colis des zones de préparation vers les zones d'expédition.

On notera que les marchandises reçues et réexpédiées restent dans leur emballage d'origine. Il n'y a pas de transvasement ni de mélange de produits ou de transformation des produits (cuisson, réaction chimique, etc.).

L'établissement accueille aujourd'hui 70 personnes. Après le programme, l'effectif total du site pourra être de 120 personnes environ.

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Le projet présenté est soumis :

- à permis de démolir et à permis de construire (Code de l'urbanisme)
- à demande d'autorisation environnementale unique (Code de l'environnement).

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Surface terrain :	99 708 m ²
Surface bâtie actuellement :	37 118 m ² dont 13 577 à démolir
Surface bâtie projetée :	38 455 m ² dont 14 979 à construire
Surface voirie/stationnement après travaux :	24 533 m ² (26 968 m ² actuellement)
Surface espaces verts après travaux :	35 626 m ² (35 622 m ² actuellement)
Hauteur acrotère (point haut) :	12 mètres
Volume de stockage actuel rubrique 1510 :	281 400 m ³
Volume de stockage futur rubrique 1510 :	environ 326 000 m ³

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s)
d'implantation

ZI du Cappa
Route du Port de Champagne
26140 SAINT-RAMBERT D'ALBON

Références cadastrales : Section A -
Parcelles 148, 149, 150, 151, 152,
153, 154, 155, 156, 157, 158, 159,
160, 799, 801, 803, 805, 807, 808,
809, 811, 813, 814.

Coordonnées géographiques¹

Long. 8 4 ° 2 1 ' 9 0 " 4 Lat. 6 4 ° 6 5 ' 9 2 " 1

Pour les catégories 5° a), 6° a), b)
et c), 7° a), b) 9° a), b), c), d),
10°, 11° a) b), 12°, 13°, 22°, 32°, 34°,
38° ; 43° a), b) de l'annexe à
l'article R. 122-2 du code de
l'environnement :

Point de départ :

Long. ____ ° ____ ' ____ " ____ Lat. ____ ° ____ ' ____ " ____

Point d'arrivée :

Long. ____ ° ____ ' ____ " ____ Lat. ____ ° ____ ' ____ " ____

Communes traversées :

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui ☒

Non ☐

**4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation
environnementale ?**

Oui ☒

Non ☐

**4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les
différentes composantes de votre projet et
indiquez à quelle date il a été autorisé ?**

L'installation existante a fait l'objet de tranches de construction successives (1970, 1998, 2000 et 2007). La plus récente a été autorisée suite au dépôt d'une demande d'autorisation d'exploiter comportant une étude d'impact. Elle a été sanctionnée par l'arrêté préfectoral en vigueur n°07/3300 du 26 juin 2007.

¹ Pour l'outre-mer, voir notice explicative

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère en charge de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Notre site apparaît dans la ZNIEFF de type 2 "Ensemble fonctionnel formé par le moyen-Rhône et ses annexes fluviales".
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune de Saint-Rambert d'Albon n'est pas recensée dans le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement 2015-2018 du réseau routier du département de la Drôme. A noter que notre installation est exposée au bruit issu de la voie ferrée Lyon-Marseille qui borde notre limite est.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

<p>Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?</p> <p>Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Saint-Rambert d'Albon figure dans un Plan de Prévention des Risques d'Inondation approuvé le 27/02/2001 et dénommé "Inondations et débordements de l'Oron et de ses affluents". Notre terrain ne figure pas dans les zones submersibles désignées dans ce PPRI.
<p>Dans un site ou sur des sols pollués ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<p>Dans une zone de répartition des eaux ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<p>Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<p>Dans un site inscrit ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<p>Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :</p>	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
<p>D'un site Natura 2000 ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	FR 8212012, ZPS "Ile de la Platière" à 800 mètres au nord FR8201663, ZSC "Affluents rive droite du Rhône" à 1,4 kilomètre à l'ouest FR8201749, ZSC "Milieux alluviaux et aquatiques de l'île de la Platière" à 800 mètres au nord
<p>D'un site classé ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? <i>Appréciez sommairement l'impact potentiel</i>
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Prélèvement d'eau potable pour l'alimentation des installations sanitaires. Cette eau est issue du réseau communal. La consommation après projet est estimée à environ 1800 m3/an.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Un équilibre déblais-remblais sera recherché lors des travaux. Par contre, la démolition engendrera des déchets essentiellement métalliques (structure des bâtiments + parois et portes) facilement recyclables et valorisables.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet de construction des deux nouvelles cellules et des locaux annexes a lieu sur un site déjà anthropisé et laissant peu de place au milieu naturel.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Notre projet se situe à proximité des trois zones Natura 2000 recensées ci-avant; ces zones existent avec notre activité actuelle, et notre projet consiste en la modernisation de notre site tout en exerçant encore la même activité. Nos rejets seront de même nature que ceux existants qui ne sont apparemment pas gênants pour les zones Natura 2000 aux alentours.

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Il n'existe pas de Plan de Prévention des Risques Technologiques sur la commune de Saint-Rambert d'Albon.
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Saint-Rambert d'Albon figure en zone 3 vis à vis de l'aléa sismique. Cela correspond à une sismicité modérée. Notre terrain est inscrit en aléa faible vis à vis du risque de retrait-gonflement des argiles.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	L'activité de logistique n'engendre pas de rejet d'effluents aqueux ou gazeux pouvant présenter un risque pour le voisinage.
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'activité de logistique entraîne la livraison et l'expédition de marchandises par camions. Vu le projet, le trafic PL qui est aujourd'hui de 40 PL / jour sera augmenté de 40 PL/jour, soit un total de 80 PL/jour. Le trafic VL passera de 70 VL environ par jour à 120 VL environ par jour.
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	La principale source de bruit est et sera le trafic de poids-lourds. Les différentes campagnes de mesurages de bruit dans l'environnement démontrent notre conformité à la réglementation. Notre installation est concernée par le bruit généré par l'exploitation de la voie ferrée Lyon-Marseille à l'est immédiat de notre propriété.

	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Rejets atmosphériques : - gaz de combustion de la future chaudière durant les périodes froides (gaz naturel) - gaz d'échappement des véhicules transitant sur le site .
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- Eaux vannes et usées des installations sanitaires, rejet dans le réseau public (1800 m3/an attendus). Leur nature est compatible avec un traitement par la station d'épuration biologique de Saint-Rambert d'Albon d'une capacité de 10 400 équivalent habitants. - Eaux pluviales infiltrées. Les eaux pluviales de toiture sont infiltrées en l'état car elles sont réputées propres. Les eaux pluviales de voirie et cour camion sont traitées par des séparateurs à hydrocarbures avant rejet dans le bassin d'infiltration. Ce dernier est et sera suffisant car il n'a jamais débordé.
	Engendre-t-il des effluents ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	L'activité de logistique n'utilise pas de process industriels à l'origine d'effluents gazeux ou liquides spécifiques.
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Phase chantier : principalement des déchets inertes liés à la démolition des anciens bâtiments. En exploitation : principalement des déchets d'emballages non dangereux (palettes bois, papier/cartons, films plastiques), quelques déchets de bureaux (papier, cartouches d'encre) et des déchets d'entretien et de maintenance : déchets verts, lampes/néon, boues et hydrocarbures provenant des séparateurs)

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Terrain situé en zone industrielle : - Pas de site classé ou inscrit à proximité. - Pas de monument historique proche.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☒ Non ☐ Si oui, décrivez lesquelles :

La Mission Régionale de l'Autorité Environnementale a rendu un avis le 16 octobre 2018 à propos d'une demande d'autorisation d'un entrepôt sis dans la zone Axe 7 à un peu plus de 2 kilomètres au sud-est de notre installation. Les seuls effets susceptibles de se cumuler avec ceux de notre projet sont ceux liés au trafic routier, avec des véhicules qui pourraient se retrouver sur la RN 7 en direction du sud pour rejoindre l'échangeur de l'autoroute A7. Nous n'avons pas trouvé d'indication quantifiée du trafic routier dans l'avis de la MRAE.

Nous n'avons pas décelé d'autre projet existant ou approuvé localement sur le secteur géographique de Saint-Rambert d'Albon.

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Les eaux pluviales sont et continueront à être traitées avant infiltration par des séparateurs à hydrocarbures. Comme mentionné précédemment, la surface étanche totale sera revue légèrement à la baisse, d'où la suffisance du bassin d'infiltration existant.

Les nouvelles surfaces libres seront traitées en espaces verts avec plantation d'arbres et d'arbustes.

Les consignes imposant aux chauffeurs d'arrêter les moteurs des camions durant les phases de chargement et de déchargement et durant les périodes d'attente seront maintenues afin de limiter le bruit et les rejets des gaz d'échappement.

L'aménagement du site, la conception des deux futures cellules et l'exploitation respectent les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux entrepôts classés 1510. Ce texte impose ainsi des règles de sécurité (risque incendie, déversement...), les respects des normes de rejet (eau, air...) et de bruit qui permettent de limiter les impacts et les dangers liés à cette activité.

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Nous estimons que notre projet devrait être dispensé d'une évaluation environnementale car :

- le projet consiste à rénover partiellement une installation existante en démolissant les bâtiments les plus anciens qui sont désormais désuets.
- malgré le positionnement de notre site dans une ZNIEFF de type 2, la sensibilité environnementale n'est pas avérée car le projet se déroule sur un terrain déjà urbanisé et voué à l'activité humaine.
- l'installation a fait l'objet lors de sa dernière extension en 2007 d'une demande d'autorisation d'exploiter comportant une évaluation environnementale ; il ne nous apparaît pas pertinent, au vu des constructions envisagées, de refaire cette évaluation pour l'ensemble du site.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b), 9° a), b), c), d), 10°, 11° a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b), 9° a), b), c), d), 10°, 11° a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input checked="" type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input checked="" type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet
- Plan "état des lieux" illustrant l'état actuel de l'installation - Rapport APAVE : vérification du niveau de bruit émis dans l'environnement

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



Fait à PARIS

le, 11 janvier 2019

Signature

